

*Formation—Loi*

mois s'élèverait à plus de un million de dollars. Il est impossible de calculer le coût humain de toute l'affaire. Si l'on décide de permettre à la Madawaska Mine de fermer ses portes, cela pourrait bien coûter plus de 5 millions de dollars au gouvernement la première année, y compris pour le programme provisoire d'emploi du secteur minier.

Le ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M. Axworthy) devrait s'occuper des graves problèmes que sont les fermetures d'usines, les faillites et leurs implications sociales avant d'établir un programme national de formation qui, si la tendance se maintient, ne contribuera qu'à former des travailleurs pour des emplois qui n'existent pas. Je ne suis pas pour un marché du travail national, mais bien pour un marché du travail régional. Les gens de ma circonscription veulent y rester pour travailler, désir qui me paraît bien compréhensible.

Les programmes de formation sur le tas correspondent peut-être à un concept populaire de solution rapide, mais ils ne règlent pas le problème actuel de création d'emplois. Nous devons nous efforcer de protéger les emplois qui existent déjà.

J'aimerais vous citer un passage de l'accord de développement général signé en 1974 par le ministère de l'Expansion économique régionale et la province de l'Ontario. Voici :

... pour améliorer les possibilités d'emploi productif et l'accès à ces possibilités d'emploi, et pour leur venir en aide... par des mesures spéciales.

Les mécanismes dont nous disposons actuellement pour déplacer d'une région à une autre les travailleurs des industries qui périclitent laissent énormément à désirer même dans les meilleures circonstances. La récession éprouve le plus durement les travailleurs qui ont peu de scolarité et de formation et les personnes plus âgées dont les charges familiales restreignent les déplacements. Les taux d'intérêt étant ce qu'ils sont, quiconque est propriétaire d'une maison est soit incapable de la vendre dans une région de marasme économique, soit incapable, faute d'argent, d'en acheter une dans une région en pleine expansion. Nous ne disposons pas des structures nécessaires à la mobilité en masse de ceux qui ne peuvent ou ne veulent pas aller s'installer de leur propre chef, dans les régions qui offrent des emplois ou des programmes de formation nationaux comme ceux qu'on envisage dans le projet de loi à l'étude.

Je parlerai maintenant de l'objet du bill C-115 tel que je le perçois. Il m'apparaît en effet comme un autre coup de force du gouvernement fédéral actuel qui cherche cette fois-ci à s'emparer d'une partie du marché de l'éducation. L'éducation relève clairement des gouvernements provinciaux. D'une part, le gouvernement fédéral retire ses paiements de transfert aux provinces pour l'enseignement postsecondaire et d'autre part, par une mesure législative comme le bill C-115, les bureaucrates taillent un empire plus considérable pour le ministre de l'Emploi et de l'Immigration—ou sera-ce le ministre de l'Emploi, de l'Immigration et de l'Éducation?

Je reconnais que les programmes de formation professionnelle procèdent de bonnes intentions, mais le ministre me paraît chercher à exploiter la situation pour donner de l'expansion à son ministère. Les provinces craignent réellement que l'on ne détourne aux fins de ce programme une partie des fonds alloués aux universités et aux collèges d'enseignement professionnel. Le projet de déplacer les gens d'une région à l'autre, d'abord pour leur donner une formation et ensuite un emploi, me laisse sceptique. Je trouve la chose peu pratique et irréalisable.

La mine de Madawasca qui risque beaucoup de devoir fermer ses portes, est une mine d'uranium. On ne peut pas s'empêcher de penser au rôle que joue le gouvernement dans la commercialisation de l'uranium ni aux problèmes de cartels et de fixation des prix. Les habitants de Bancroft ne veulent pas que l'on adopte la même solution dans leur localité qu'à Uranium City. Le gouvernement est, comme il se doit, responsable de ses actes; je suis certain que les victimes de l'isolation à la mousse d'urée-formaldéhyde sont d'accord avec moi.

Le premier ministre (M. Trudeau) a déclaré que le fédéralisme coopératif disparaîtra. Le gouvernement fédéral veut qu'on lui attribue davantage le crédit des subventions qu'il accorde et il veut trouver des possibilités supplémentaires de favoriser ses petits amis. Comment choisira-t-on les régions qui recevront les subventions pour l'aménagement de centres de formation? Créera-t-on un comité, en évitant de tenir compte de ses recommandations, comme dans le choix de l'architecte pour la nouvelle ambassade du Canada à Washington? Si le ministre est vraiment disposé à écouter les propositions des provinces et à mettre sur pied un programme de formation efficace qui soit le fruit du fédéralisme coopératif, je l'approuve.

D'après le rapport du groupe d'étude intitulé: «Du travail pour demain», il pourrait y avoir des possibilités d'emplois pour des machinistes, des outilleurs-ajusteurs, des soudeurs, des techniciens en électronique, des experts en informatique et dans toute une série d'autres métiers qui pourraient jouer un rôle important à l'échelle nationale en cas de pénurie dans ces domaines; il faut toutefois que les affaires marchent pour pouvoir créer ces emplois.

Dernièrement, le gouvernement fédéral a battu deux records: le dollar a atteint son niveau le plus bas et le chômage a atteint un sommet. Je conseille au gouvernement fédéral de voir si les principes du bill C-115 sont applicables en faisant un essai dans les forces armées. Cela pourrait se faire sans perturber les excellents programmes de formation actuellement en vigueur dans les provinces.

Le ministre dit qu'un programme national de formation vise à résoudre un problème national. Le ministère de l'Expansion économique et régionale devait servir à la même fin. Il a été créé afin d'aider chaque région du Canada et de l'encourager à réaliser son potentiel économique et social.

• (1540)

D'après les chiffres, depuis que le MEER a été établi en 1969, une région en particulier, qui a l'habitude d'appuyer le parti libéral, a reçu 1.524 milliard de dollars comparativement à 277 millions pour l'Ontario. On a toujours considéré l'Ontario comme étant une province bien nantie. Cependant, il existe en Ontario des disparités régionales sur lesquelles le MEER aurait dû se pencher. Il y a tellement de favoritisme politique au MEER que c'est un scandale national. L'idée était bonne, mais les politiciens l'ont sabotée au point qu'elle n'a plus aucune signification dans certaines régions partisans.

On a annoncé en 1981 qu'un montant de 350 millions de dollars serait consacré au Programme d'adaptation de l'industrie et de la main-d'œuvre, et c'est une mesure constructive, en théorie. Voici, en partie, la raison pour laquelle on a lancé ce programme: